

CRYPTO-NEWS est un journal produit conjointement par une équipe d'Experts de Azojecasarl (Cameroun) et Zukulee (Canada). Il vise à vulgariser l'information sur la blockchain et les cryptomonnaies.

Les informations publiées ont un caractère purement éducatif et ne constituent en rien du conseil en investissement.

Edition n° 30 - Novembre 2025

CRYPTO-NEWS



Mieux s'informer et se former, pour bien investir dans les cryptos

Sommaire

MOT INTRODUCTIF	2
ACTUALITES DES CRYPTOMONNAIES	2
CONNAISSANCE DES CRYPTOMONNAIES	5
REGULATION ET VEILLE REGLEMENTAIRE.....	7
SITUATION DES MARCHES DU 1^{ER} AU 30 NOVEMBRE 2025	10
COIN DES INVESTISSEURS	12
PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION	15

Contacts: + 237-696-171-016

Site web: <https://azojecasarl.net/crypto-news/> & <https://zukulee.com/news>

Mail : cryptonewsazc@gmail.com

MOT INTRODUCTIF

Le mois de novembre 2025 a confirmé la tendance difficile pour le Bitcoin, avec une chute mensuelle d'environ -23 % et une clôture autour de 90 419 \$. Après un début de mois légèrement positif, plusieurs chocs ont pesé sur le marché : (i) le report des ETF Ethereum, (ii) des tensions géopolitiques, (iii) des sorties massives des ETF Bitcoin américains, et (iv) l'échec législatif du GENIUS Act. Bien que des rachats institutionnels comme ceux de MicroStrategy et des espoirs d'assouplissement monétaire aient permis des rebonds temporaires, la volatilité politique et la prise de profits généralisée ont entraîné une forte baisse, faisant de novembre « le mois le plus faible de l'année » pour les achats institutionnels.

Durant ce mois, l'actualité réglementaire est restée dominée par des tensions et des lenteurs politiques. Le cadre des stablecoins a patiné en Corée du Sud et au Royaume-Uni, où les approches ont été jugées trop restrictives par l'industrie. Aux États-Unis, les nominations pro-crypto se sont précisées avec Kevin Hassett pressenti pour la Fed, tandis que le Sénat a tenté d'avancer sur un projet de loi structurant. L'Inde a montré un revirement potentiel en envisageant de réguler les stablecoins, et l'OCC a autorisé finalement les banques américaines à détenir des cryptos pour leurs frais de réseau. Le mois a confirmé une fragmentation mondiale croissante, chaque puissance cherchant sa voie entre innovation et contrôle.

L'actualité cryptos de ce mois est marqué par l'atteinte par l'écosystème crypto d'une nouvelle échelle d'adoption. Le volume de transaction du Bitcoin rivalise désormais avec Visa, illustrant son rôle de réseau de règlement mondial. L'expansion massive des stablecoins liés au dollar et le projet de Visa Direct a confirmé leur intégration dans les paiements transfrontaliers. BlackRock a réaffirmé que la tokenisation rapprochera crypto et finance traditionnelle, tandis que le Royaume-Uni a adopté un cadre légal clarifiant la propriété des crypto-actifs. L'initiative d'un stablecoin européen porté par des banques et le durcissement prudentiel du Japon ont révélé une maturation réglementaire contrastée à l'échelle mondiale.

Afin d'éclairer nos lecteurs, nous mettons ce mois-ci l'accent sur NEO, souvent qualifiée d'« Ethereum chinois ». Conçue pour créer une économie intelligente combinant actifs numériques, identité numérique et contrats intelligents, NEO se distingue par son consensus dBFT (Delegated Byzantine Fault Tolerance) et son orientation vers la conformité réglementaire. Dotée d'une machine virtuelle puissante et d'un langage de développement accessible (C#, Python, Java...), elle attire développeurs et institutions, notamment en Asie. Soutenue par un écosystème en expansion (NeoFS, NeoID, etc.), NEO se positionne comme un acteur stratégique de la blockchain 3.0.

En novembre, l'investissement institutionnel s'est consolidé à l'échelle mondiale. Les plus grandes entreprises cotées détiennent désormais plus de 1 million de bitcoins, et des géants comme BlackRock et Charles Schwab renforcent leur engagement. Les banques américaines, encouragées par la clarté réglementaire, ont lancé des initiatives de tokenisation, tandis que Visa et d'autres ont étendu l'usage des stablecoins pour les paiements transfrontaliers. L'adoption s'est accélérée au niveau étatique aux États-Unis et en Europe, et l'Asie a avancé sur des projets pilotes de stablecoins bancaires, confirmant la course mondiale pour intégrer les crypto-actifs aux systèmes financiers traditionnels.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de ce trentième (30) numéro de «Crypto News AZC», et rappelons à nos lecteurs de toujours suivre attentivement les 4 principaux indicateurs macroéconomiques américains qui influencent le marché des cryptomonnaies à savoir : (i) le taux d'inflation ; (ii) le taux de chômage ; (iii) le taux directeur de la FED ; et (iv) le taux de croissance du PIB. Restez attentifs à l'évolution réglementaire, économique et géopolitique. Et surtout, n'oubliez jamais que : « la prochaine révolution industrielle sera tokenisée. Comprendre la blockchain, c'est anticiper les règles du jeu économique de demain ».

ACTUALITES DES CRYPTOMONNAIES

L'autorité de régulation japonaise va imposer la création de réserves pour faire face à des risques aux plateformes d'échange.

L'Autorité des services financiers (FSA) du Japon projette d'ajuster ses exigences pour les entreprises nationales afin d'y inclure des systèmes permettant des compensations rapides pour les utilisateurs touchés par des failles de sécurité ou d'autres problèmes. Une des suggestions attendues serait d'imposer aux sociétés de cryptomonnaies de mettre en place des fonds de réserve pour couvrir les risques.

Cette décision intervient après des nouvelles selon lesquelles la FSA envisage de revoir la réglementation qui autorise les banques à acquérir et à conserver des actifs numériques.

Le Japon continue d'avoir une bonne concentration d'utilisateurs de cryptomonnaies. En effet, environ 12 millions de comptes y étaient recensés en février, selon les chiffres de la FSA, pour une population totalisant environ 123 millions de personnes.

Bitcoin traite désormais des volumes de transactions de gros comparables à ceux de Visa.

Le Bitcoin et les stablecoins indexés sur le dollar américain s'imposent comme une alternative mondiale pour les transferts de valeur transfrontaliers, sans passer par les banques ni les réseaux de cartes bancaires. Le volume de transactions du réseau Bitcoin commence en effet à rivaliser avec celui des géants mondiaux des paiements.

Selon le rapport de recherche sur les crypto-actifs du quatrième trimestre 2025 de Glassnode, plateforme de données blockchain, Bitcoin a traité 6 900 milliards de dollars de paiements au cours des 90 derniers jours, un volume équivalent, voire supérieur, à celui de Visa et Mastercard. Sur la même période, Visa a traité 4 250 milliards de dollars et Mastercard 2 630 milliards, pour un total combiné de 6 880 milliards de dollars.

Glassnode estime qu'une fois les transferts internes entre adresses contrôlées par une même entité exclus, le volume de transactions de Bitcoin avoisine les 870 milliards de dollars par trimestre, soit environ 7,8 milliards de dollars par jour. L'entreprise précise que ces chiffres témoignent du rôle croissant de Bitcoin en tant que « réseau

de règlement d'envergure mondiale, reliant les flux de transactions institutionnels et de détail ».

Les stablecoins liés au dollar connaissent une expansion significative.

Les stablecoins liés à des devises traditionnelles, comme l'USDT, l'USDC et le PYUSD, ont suscité des investissements s'élevant à des milliards de dollars.

La capitalisation du Tether USDT a crû de 1,3 milliard de dollars, atteignant un total de 184,6 milliards de dollars, alors que l'USDC de Circle a atteint 76,5 milliards, avec une hausse d'environ 600 millions de dollars dans son volume.

Le PayPal USD (PYUSD) a enregistré la plus forte progression parmi les principaux stablecoins indexés au dollar, passant de 2,8 milliards de dollars à 3,8 milliards de dollars en novembre. Cela représente une entrée d'un milliard de dollars en un mois, correspondant à une augmentation de 35 % comparée au mois précédent.

Les informations de DefiLlama révèlent que le stablecoin PYUSD de PayPal a connu une progression dépassant 216 % depuis septembre, période à laquelle sa capitalisation boursière était de 1,2 milliard de dollars. Cela signifie une hausse de 2,6 milliards de dollars en uniquement trois mois.

D'après CoinGecko, la capitalisation boursière du stablecoin RLUSD de Ripple a grimpé de 960 millions de dollars au 1er novembre à 1,26 milliard de dollars le 30 novembre, ce qui représente une hausse de 300 millions de dollars.

BlackRock affirme que la tokenisation facilitera le rapprochement entre cryptomonnaies et finance.

Le PDG de BlackRock Larry Fink, ainsi que Rob Goldstein, son directeur des opérations, affirment que la tokenisation comblera le fossé entre le secteur des cryptomonnaies et la finance traditionnelle, réaffirmant ainsi leur soutien au secteur.

BlackRock est le plus grand gestionnaire d'actifs au monde, avec plus de 13 400 milliards de dollars d'actifs sous gestion, et gère le plus important fonds monétaire tokenisé, d'une valeur de 2,8 milliards de dollars. Ils précisent que la tokenisation ne remplacera pas le système

financier actuel de sitôt, mais prévoient qu'elle contribuera à la fusion des deux secteurs.

Toutefois, Fink et Goldstein soulignent également que la tokenisation doit se faire de manière sécurisée, avec une réglementation appropriée, ce qui exige des législateurs et des régulateurs qu'ils mettent à jour les règles afin de permettre aux marchés traditionnels et tokenisés de fonctionner ensemble.

Le Royaume-Uni approuve une loi sur la propriété des cryptomonnaies.

Un projet de loi clarifiant l'applicabilité du droit de propriété aux cryptomonnaies a reçu la sanction royale au Royaume-Uni. Ses défenseurs saluent cette initiative, qui confère aux cryptomonnaies un cadre juridique plus clair. Ce projet de loi vise à codifier une recommandation de 2024 de la Commission du droit d'Angleterre et du Pays de Galles, préconisant de classer les cryptomonnaies comme une nouvelle forme de propriété personnelle afin d'apporter plus de clarté. Le droit britannique distingue deux catégories de biens personnels : les biens en possession, comme une voiture, et les biens en action, tels que le droit de faire exécuter un contrat.

Le projet de loi précise qu'un objet de nature numérique ou électronique n'est pas exclu du champ d'application des droits de propriété personnelle du seul fait qu'il ne s'agit ni d'un bien en possession ni d'un bien en action. Dans son rapport de 2024, la Commission du droit a fait valoir que les actifs numériques peuvent posséder ces deux qualités et a souligné que leur qualification imprécise au regard du droit de propriété pourrait compliquer le règlement des litiges devant les tribunaux.

Le Royaume-Uni a également dévoilé en avril un projet de réglementation des cryptomonnaies qui soumettrait les entreprises du secteur à des règles similaires à celles appliquées aux autres entreprises financières. L'objectif est de faire du pays une plateforme mondiale pour les cryptomonnaies tout en renforçant la protection des consommateurs.

L'écart entre la DeFi et la finance traditionnelle.

Les stablecoins, les tokens de staking et les actifs du monde réel (RWA) contribuent à combler le fossé en matière de génération de rendement des cryptomonnaies, notamment grâce à l'adoption

historique du GENIUS Act aux États-Unis en juillet.

Les produits de rendement basés sur les cryptomonnaies restent encore loin derrière leurs homologues financiers traditionnels (TradFi), mais de nouveaux secteurs de la blockchain, tels que les Liquid Stake Tokens (LST) et les actifs du monde réel (RWA), réduisent progressivement cet écart.

Les réglementations émergentes, comme le GENIUS Act (Stablecoin National Innovation Guidance and Establishment Act) américain, adopté en juillet, aident le secteur à rattraper son retard, ce qui entraîne une demande croissante pour les stablecoins générateurs de rendement et les RWA.

Le GENIUS Act a établi des normes claires pour la garantie des stablecoins et impose le respect des lois anti-blanchiment d'argent.

Les RWA (Real Goods Acts), versions tokenisées d'actifs traditionnels comme les obligations ou les fonds, introduisent également de nouvelles sources de revenus passifs, les grandes institutions reconnaissant l'efficacité du règlement sur la blockchain.

Les tokens de performance haut de gamme, tels que les Ether LST (ETH) et les Solana LST (SOL), gagnent également en popularité en optimisant l'utilisation du capital pour les investisseurs en cryptomonnaies.

Selon le rapport, qui qualifie cette situation de « plus grande opportunité du marché des cryptomonnaies », les actifs cryptographiques performants sont promis à une croissance exponentielle dans les prochains mois et bénéficieront de l'écart entre la finance décentralisée (DeFi) et la finance traditionnelle (TradFi).

Visa a déclaré qu'elle mettait en place un système de transfert international utilisant des stablecoins liés au dollar.

Cette déclaration, faite le 12 lors du Web Summit à Lisbonne, représente un nouveau chapitre dans la stratégie de l'entreprise pour accroître la portée et la rapidité des paiements numériques.

Le projet pilote Visa Direct permet aux entreprises d'envoyer de l'argent en monnaie traditionnelle, tandis que les destinataires ont la possibilité de recevoir des fonds directement en stablecoins, comme l'USDC, qui sont ajoutés à leur portefeuille numérique.

D'après Visa, cette nouveauté supprime les intermédiaires et rend le processus de paiement plus rapide, offrant ainsi aux créateurs de contenu, aux freelances et aux plateformes l'accès à leurs fonds en quelques minutes, quel que soit le moment de la journée.

Chris Newkirk, le président des solutions de paiement et de transfert d'argent pour les entreprises chez Visa, souligne que ce projet représente une révolution majeure dans l'infrastructure mondiale des paiements.

Cette initiative assure également l'accès aux zones où les banques ont des infrastructures limitées, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités pour les professionnels vivant dans des pays sans comptes en dollars ou avec des systèmes financiers peu intégrés.

En outre, les utilisateurs peuvent changer automatiquement leurs stablecoins en monnaies locales grâce aux outils disponibles dans leurs portefeuilles numériques, ce qui facilite leur usage quotidien.

Visa estime que ce nouveau système représente une avancée naturelle pour Visa Direct, une plateforme qui gère déjà des milliards de transactions chaque année et relie plus de 170 pays. L'ambition est de modifier la façon dont les entreprises et les individus réalisent des transferts d'argent dans le contexte numérique, tout en diminuant les coûts, les temps d'attente et les obstacles liés aux changes.

L'entreprise a confirmé que le programme pilote commencera avec un groupe sélectionné de partenaires aux États-Unis, tandis qu'un lancement mondial est programmé pour le deuxième semestre de 2026, sous réserve de l'évolution des régulations et de la demande du marché. Cette initiative se déroule alors que les grandes institutions financières et les régulateurs examinent de nouveaux cadres juridiques pour

les stablecoins, tentant de trouver un équilibre entre innovation et sécurité.

Un groupe de banques européennes milite pour un stablecoin indexé sur l'euro d'ici 2027.

Ce groupe, composé de dix banques, s'efforce d'obtenir l'approbation de la Banque centrale des Pays-Bas pour lancer un stablecoin au cours du second semestre 2026.

Dans un communiqué publié, BNP Paribas a annoncé son intention de se joindre à neuf autres banques européennes pour lancer un stablecoin adossé à l'euro au cours du second semestre 2026. L'entité Qivalis, basée à Amsterdam et créée par ces banques, lancera un stablecoin conforme au cadre réglementaire européen MiCA (Markets in Crypto Assets), sous réserve d'approbation réglementaire.

Face aux efforts déployés par les banques de l'UE, le gouverneur de la Banque centrale des Pays-Bas, Olaf Sleijpen, aurait mis en garde contre les risques potentiels pour la politique monétaire liés à la croissance du marché des stablecoins. La Banque centrale européenne (BCE) a publié un rapport en novembre indiquant que les risques associés aux stablecoins étaient probablement limités, mais que « leur croissance rapide justifie une surveillance étroite ».

L'émetteur de stablecoin Tether a suspendu les rachats de sa cryptomonnaie indexée sur l'euro, l'EURt, le 25 novembre, environ un an après avoir annoncé l'arrêt de son support. L'entreprise a alors déclaré que sa décision était fondée sur la réglementation européenne MiCA, qui, selon elle, présentait des risques pour les stablecoins.

CONNAISSANCE DES CRYPTOMONNAIES

Et si la prochaine révolution blockchain ne venait pas d'occident, mais de Chine ? NEO souvent surnommé *Ethereum chinois*, ne se contente pas de challenger ses prédécesseurs. Son ambition : bâtir l'infrastructure centrale d'une future économie numérique intelligente, où les actifs réels et digitaux ne font qu'un, est la blockchain

qui cristallise notre attention et meuble notre rédaction mensuelle.

NEO (NEO)

NEO est une crypto-monnaie qui a pour objectif de développer un réseau décentralisé pour la smart-economy. NEO est souvent perçu comme le projet chinois le plus sérieux et structuré, avec

une forte orientation vers la comptabilité réglementaire et l'adoption par les entreprises, ce qui le distingue de nombreuses autres projets purement décentralisés. L'idée est de digitaliser des actifs déjà existants. Les échanges deviendront dématérialisés tout en restant inscrits dans une blockchain. Ces opérations seront écrites et réalisées grâce à des smart-contracts ou encore contrats auto-exécutants. Les smart-contracts sont inscrits dans la blockchain, ce qui leur confèrent un caractère infalsifiable et inviolable. NEO souhaite lier l'économie réelle et la blockchain en se rattachant à certains procédés tels que la Digital Identity, qui permet de vérifier l'identité des utilisations et de se plier aux mêmes règles que dans la vie réelle.



Illustration

HISTORIQUE

Le projet est lancé en 2014 sous le nom d'AntShares et sous l'impulsion de deux entrepreneurs chinois, Up Hongfei et Zheng Zhang Wen. En juin 2015, le projet est disponible sur Github, il devient donc open-source. C'est la première blockchain publique et open-source chinoise. En septembre de la même année, le whitepaper est dévoilé. AntShares effectue 2 ICOs (*Initial Coin Offering*, ou *Offre Initiale de Jetons*), une première en octobre 2015 durant 10 jours, pendant laquelle ils lèvent 2.100 BTC. La seconde en août 2016 où ils lèvent 6.120 BTC. Au mois d'août 2017, un rebranding (changement d'image) est effectué et AntShares devient NEO.

FONCTIONNEMENT DE NEO

Des blocs sont générés toutes les 15-20 secondes. La blockchain NEO peut gérer au maximum 10.000 transactions par seconde. Le fait de posséder des NEO dans son portefeuille rapporte du GAS de façon périodique et sous la forme de dividendes. Comment obtenir du GAS en possédant des NEO ? Il faut simplement stocker ses NEO sur le wallet Neon, et votre nombre de GAS augmentera au fil des semaines. Il n'y a même pas besoin d'être connecté. Le GAS va servir de carburant sur la blockchain NEO.

NEO fonctionne grâce à la technologie PoS (Proof-of-Stake). Il n'y a pas de mineurs, ni de système de minage pour le NEO. Le système de gouvernance utilisé est le dBFT : Delegated Byzantine Fault Tolerant. Tous les participants font partie du processus de sélection, en temps réel, toutes les 15 secondes, pour déterminer quels blocs sont valides ou non.

Avec NEO, vous pouvez être un nœud aussi appelé "*bookkeeper*". Vous toucherez des "dividendes" calculés sur les frais de transaction. Pour cela, vous devez détenir du NEO, au minimum 1.000 GAS, ainsi qu'un nœud complet. Il peut également vous être demandé d'obtenir un certificat de la part de NEO pour des raisons de sécurité.

Il est possible de réaliser des ICOs sur la blockchain NEO. En effet, NEO propose son propre token, sur sa propre blockchain : le NEP-5, qui permet de créer des applications décentralisées. Ce token concurrence directement le token ERC-20 d'Ethereum.

Particularité

Deux projets ont déjà réalisé une ICO via NEO : **AdEx** et **Red Pulse**

Attention tout de même, cette crypto-monnaie est très centralisée. Seuls quelques nœuds permettent de faire fonctionner le réseau et sont contrôlés par NEO. De plus, très proche du gouvernement chinois, leurs décisions et l'avenir de NEO sont étroitement liés.

Offre circulaire

Actuellement, 1 NEO vaut 3.670000 \$, avec une capitalisation boursière totale de 303078115.46 \$, avec une offre circulante de 70530000 NEO. Autrement NEO occupe le 223^e rang du marché de la crypto-monnaie.

UTILITES ET FONCTIONALITES

Identité numérique décentralisée

Voici les 3 piliers de la smart-economy de NEO :

- Digital Assets on the Blockchain : les actifs sont digitalisés sur la blockchain. Ils deviennent traçables, transparents, infalsifiables, inviolables et sans intermédiaires.
- Digital Identity : les identités numériques des individus et des organisations sont vérifiées.

•**Smart-contract** : programmes qui s'exécutent automatiquement lorsque des conditions sont remplies par les deux parties. NEO dispose d'un système de smart-contract : NeoContract. Ce dernier permet d'écrire des smart-contracts dans une multitude de langages.

Avantages

NEO est composé de deux tokens :

NEO : Permet d'acquérir des droits de gouvernance pour gérer le réseau. Il permet de voter (ou d'être élu) pour choisir les nœuds de la blockchain. Permet de recevoir des dividendes, ce que l'on appelle du GAS.

GAS : C'est le carburant permettant d'utiliser le réseau, il est similaire au Gas d'Ethereum. Il est utilisé pour régler les frais lorsqu'il faut modifier ou enregistrer des informations sur la blockchain.

Stockage et sécurisation

Il est possible de vous procurer du NEO sur un grand nombre de plateformes. Pour certaines, vous devrez déjà posséder des coins ou tokens à échanger contre du NEO comme des bitcoins ou de l'ether. D'autres vous permettent d'acheter directement du NEO contre des euros ou autre monnaie fiat directement par virement bancaire, carte bleue ou encore PayPal.

Les 02 portefeuilles électroniques les plus sûrs pour stocker ses coins NEO sont le Ledger Nano S et le Trezor.

PERSPECTIVES

NEO entreprend réaliser des projets novateurs à savoir :

•**NeoX** : Protocole permettant de réaliser des échanges actifs cross-chain, des transactions cross-chain et l'exécution de smart-contracts sur différentes blockchains.

•**NeoFS** : Protocole de stockage décentralisé pour stocker les certificats digitaux (digital certificates) des identités digitales (digital identity).

•**NeoQS** : Mécanisme cryptographique (Quantum Safe) pour protéger la blockchain de l'émergence des ordinateurs quantiques.

Il convient également de noter que NEO entretient d'étroites relations avec OnChain, une entreprise de R&D basée à Shanghai. En effet, les fondateurs de NEO font également partie de l'équipe fondatrice d'OnChain.

NEO a été financé par le biais d'une ICO à travers une levée de fonds en cryptomonnaies, ce qui n'est pas le cas d'OnChain qui a été financé par le plus gros conglomérat privé de Chine continentale : Fosun. Le produit d'OnChain est le DNA (pour Distributed Network Architecture), il s'agit d'un framework qui permet à des entités d'implémenter des blockchain privées et publiques simplement et rapidement. NEO et OnChain partagent uniquement la même architecture et le même système de smart-contracts.

Il est alors clair de souligner que dans le futur, il est susceptible de voir apparaître le protocole NeoX, qui permettra l'exécution d'échanges cross-chain, cela signifie concrètement que deux blockchains pourront être reliées entre elles.

REGULATION ET VEILLE REGLEMENTAIRE

Le cadre réglementaire des stablecoins patine en Corée du Sud, les autorités divisées sur le rôle des banques

Les régulateurs et la Banque de Corée ne parviennent pas à s'accorder sur la place dominante des banques dans l'émission de stablecoins adossés au won, ce qui retarde la mise en place d'un cadre réglementaire pourtant très attendu cette année. La banque centrale, la

Bank of Korea (BOK), et d'autres autorités financières s'opposent sur l'ampleur de l'implication bancaire dans l'émission de stablecoins adossés au won. Ce différend retarde un dispositif réglementaire dont l'adoption était largement anticipée pour la fin 2025, rapporte le Korea JoongAng Daily. Selon la BOK, un consortium bancaire devrait détenir au moins 51 % du capital de toute entité souhaitant émettre un stablecoin et obtenir une autorisation en Corée du

Sud. De leur côté, les régulateurs semblent plus favorables à une participation élargie d'autres acteurs de l'industrie. La banque centrale affirme que confier aux banques un rôle moteur dans l'émission de stablecoins contribuerait à limiter les risques potentiels pour la stabilité financière et celle du marché des changes. La BOK prévient également que laisser des entreprises non bancaires prendre la main sur l'émission de stablecoins risquerait de contourner les règles qui interdisent aux groupes industriels de posséder des institutions financières. En effet, les stablecoins fonctionnent, selon elle, comme des instruments assimilables à des dépôts, puisqu'ils recueillent des fonds auprès des utilisateurs.

Un conseiller pro-crypto de Trump, Kevin Hassett, pressenti pour diriger la Fed

Kevin Hassett, conseiller économique de la Maison Blanche favorable aux cryptomonnaies, serait pressenti pour devenir le prochain président de la Réserve fédérale américaine, en remplacement de Jerome Powell dont le mandat expire en mai. Hassett dirige actuellement le National Economic Council et supervise le groupe de travail sur les actifs numériques créé par Trump en janvier. Ce groupe a publié en juillet un rapport présentant différentes orientations stratégiques pour le secteur crypto. Hassett fait partie d'une liste élargie de candidats réputés favorables aux cryptomonnaies et alignés sur la volonté de Trump de voir la banque centrale abaisser les taux pour soutenir les marchés. Le mandat de Powell à la tête de la Fed s'achève en mai, mais il restera membre du conseil jusqu'en janvier 2028. Hassett détient des actions Coinbase et a conseillé l'entreprise. Trump aurait également évalué Chris Waller, gouverneur de la Fed, qui a plaidé en faveur de la finance décentralisée auprès des banquiers en août. Michelle Bowman, vice-présidente de la supervision, pourrait également prendre la tête de la Fed. Cette dernière a d'ailleurs déclaré que le personnel de la Fed devrait être autorisé à investir une petite somme dans les cryptomonnaies afin d'acquérir une « compréhension pratique de leur fonctionnement sous-jacent ».

CFTC : Trump impose son candidat Michael Selig face aux démocrates

La présidente par intérim de la CFTC, Caroline Pham, pourrait être sur le point de quitter l'agence après que la commission sénatoriale de l'agriculture ait approuvé le choix du président américain Donald Trump pour la remplacer. La nomination de Michael Selig à la présidence de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) sera soumise au vote du Sénat après avoir franchi l'étape de la commission. Dans un communiqué publié jeudi, les responsables républicains de la commission de l'Agriculture ont indiqué avoir avancé sur la nomination de Selig à l'issue de l'audition de mercredi. Le vote s'est déroulé selon les lignes partisans habituelles. Aucun élu démocrate n'a soutenu la candidature de Selig, choisi par Trump pour remplacer Caroline Pham.

Le revirement de l'Inde sur les cryptos se précise

Le gouvernement indien envisage d'adopter un cadre réglementaire pour les stablecoins, tandis que la Reserve Bank of India (RBI) défend une approche « prudente ». Le gouvernement indien pourrait envisager de réglementer les stablecoins dans son rapport économique 2025-2026. De son côté, la Banque centrale indienne (RBI) défend une position très réservée vis-à-vis des cryptos et pousse plutôt en faveur d'une monnaie numérique de banque centrale (CBDC), marquant une divergence notable dans les recommandations politiques. Selon des informations de MoneyControl, qui cite une source au fait du dossier, le gouvernement entend « défendre sa position » sur les stablecoins dans le rapport annuel du ministère des Finances. Ce document présente les principales recommandations politiques ainsi qu'un état des lieux de l'économie du pays. Le Gouverneur a également écarté l'idée que l'Inde doive réagir à l'innovation américaine dans le domaine des stablecoins, après l'adoption du projet de loi GENIUS en juin. Selon lui, l'Inde dispose déjà d'une infrastructure nationale de paiements numériques très robuste, contrairement aux États-Unis. Si le gouvernement indien décidait finalement de réguler les

cryptomonnaies, cela constituerait un tournant majeur par rapport à sa position historiquement hostile au secteur. Une telle évolution légitimerait les actifs numériques dans le pays le plus peuplé au monde, favoriserait leur adoption et pourrait même soutenir la hausse des prix des crypto-actifs.

États-Unis : La bataille législative pour encadrer la crypto continue

Le sénateur Tim Scott, président de la commission bancaire du Sénat américain, affirme que le comité pourrait examiner en décembre un projet de loi sur la structure du marché crypto afin de l'envoyer au président Donald Trump début 2026. La Chambre des représentants a adopté en juillet le CLARITY Act, un texte qui définit les pouvoirs de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) et de la Securities and Exchange Commission (SEC) dans la régulation de la crypto. Le Sénat travaille actuellement sur sa propre version. En juillet, les républicains de la commission bancaire du Sénat ont publié une première ébauche couvrant leur partie du texte, indiquant qu'elle serait alignée avec le CLARITY Act. De son côté, la commission de l'Agriculture a publié son propre projet le 10 novembre, laissant de nombreux éléments ouverts à modification. La commission de l'Agriculture supervise la CFTC, tandis que la commission bancaire encadre la SEC et pilote les dispositions liées aux lois sur les valeurs mobilières. Quelle est la prochaine étape pour le projet de loi ? Le CLARITY Act fait partie des trois grands textes crypto adoptés par la Chambre en juillet après dix heures de vote. Les deux autres sont le GENIUS Act, destiné à encadrer les stablecoins, et l'Anti-CBDC Surveillance Act, qui interdit les monnaies numériques de banque centrale.

La Banque d'Angleterre sous le feu des critiques sur sa régulation des stablecoins

Selon plusieurs observateurs de l'industrie crypto, les nouvelles règles proposées par la Bank of England (BOE) pour encadrer les stablecoins demeurent inutilement restrictives. La banque centrale du Royaume-Uni, la Bank of England (BOE), a publié un projet de cadre réglementaire destiné aux stablecoins. Ce document de

consultation inclut les retours d'acteurs du secteur, mais certains estiment que l'approche reste trop stricte. La BOE explique avoir reçu des commentaires de 46 parties prenantes, incluant « des banques, des prestataires de paiement non bancaires, des opérateurs de systèmes de paiement, des associations professionnelles, des universitaires et des particuliers ». La banque centrale aurait retiré certains éléments les plus radicaux, mais l'industrie juge l'évolution insuffisante. Tom Rhodes, directeur juridique de l'émetteur britannique de stablecoins Agant, estime que la banque reste « excessivement prudente et restrictive ». L'un des points les plus controversés concerne les limites imposées aux « stablecoins de détail systémiques ». Le document définit ces stablecoins comme des actifs « largement utilisés par les particuliers pour les paiements du quotidien, comme les achats ou le versement des salaires ». La banque centrale souhaite instaurer des plafonds : 20 000 livres pour les particuliers et 10 millions de livres pour les entreprises acceptant ce mode de paiement. C'est une hausse par rapport au premier projet, mais l'idée même d'un plafond sur les montants détenus en stablecoins a été très critiquée. Le Royaume-Uni travaille sur la régulation crypto depuis 2017, date à laquelle il a introduit les exigences AML et KYC pour les plateformes. Huit ans plus tard, la banque centrale affine encore ses règles sur la base des retours du secteur.

Paul Atkins annonce une réforme de la régulation par la SEC sans laxisme sur la fraude

La SEC prépare une nouvelle taxonomie des tokens, mais promet une application stricte des lois contre la fraude crypto. La réglementation crypto aux États-Unis est à un tournant. Alors que le Congrès débat d'une réforme cruciale de la structure des marchés numériques, Paul Atkins, président par intérim de la SEC, s'est exprimé lors d'une conférence à la Fed de Philadelphie. Sa prise de parole soulève des interrogations majeures sur l'avenir de l'application des lois dans l'écosystème crypto. Entre promesse de modernisation et volonté de rassurer sur la fermeté de l'agence, les propos d'Atkins marquent une rupture potentielle. Voici ce qu'il

faut en retenir. Lors de son discours à la Réserve fédérale de Philadelphie, Paul Atkins a détaillé les plans de la SEC dans le cadre du projet législatif en cours au Congrès. Il a annoncé que l'agence envisageait « d'établir une taxonomie des tokens », fondée sur le célèbre test de Howey. Objectif : distinguer plus clairement ce qui constitue une valeur mobilière. Atkins a explicitement mentionné que « les contrats d'investissement peuvent prendre fin » et que certains tokens, bien que lancés dans un cadre de levée de fonds, peuvent cesser d'être considérés comme des valeurs mobilières une fois leur phase initiale terminée. Dans cette optique, Atkins a précisé que sous sa direction, la SEC ne considérerait pas comme des valeurs mobilières les commodités numériques, objets de collection numériques, outils numériques ou tokens d'infrastructure réseau. En revanche, les « valeurs mobilières tokenisées » resteraient pleinement sous la juridiction de la SEC. Il évoque aussi l'idée d'« un régime d'offres sur mesure pour les actifs crypto liés à un contrat d'investissement », une initiative qu'il espère voir intégrée à la législation en discussion. Par ailleurs, sa déclaration intervient alors que le projet de loi avance au Sénat, malgré la paralysie du gouvernement américain. Celui-ci vise à clarifier les rôles respectifs de la SEC et de la CFTC dans la régulation des actifs crypto. Cette progression législative a été signalée cette semaine avec la publication d'un projet de loi par les républicains de la commission sénatoriale de l'agriculture, en charge des marchés à terme.

Les banques américaines peuvent désormais détenir des cryptos pour payer les frais de réseau

Dans un climat où la régulation des actifs crypto reste une ligne de fracture entre innovation et surveillance, chaque clarification réglementaire peut rebattre les cartes pour les acteurs bancaires et les investisseurs. L'annonce récente de l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC), le principal régulateur bancaire aux États-Unis, marque une nouvelle étape : les banques américaines autorisées pourront désormais détenir certaines cryptomonnaies pour régler les frais de réseau. Cette mesure, qui s'inscrit dans le sillage du GENIUS Act, ravive les discussions sur le rôle des établissements bancaires dans l'écosystème crypto. Dans une note officielle publiée mardi, l'OCC a confirmé que les banques nationales américaines peuvent désormais détenir des cryptos sur leur bilan, à condition que cela serve à régler des frais de réseau dans le cadre d'activités jugées permises. Selon le régulateur, une banque autorisée peut détenir des montants de cryptos en tant que principal, dans la mesure où cela est nécessaire pour tester des plateformes liées aux cryptos autorisées. Cette autorisation ne s'étend pas à tous les usages, mais reste strictement encadrée par les lois en vigueur. Le régulateur a insisté sur le fait que ces opérations doivent être menées de manière sûre et saine, conformément aux législations applicables. Ce positionnement vient en complément d'une lettre de mai dernier qui autorisait déjà les banques à traiter des actifs crypto pour leurs clients, notamment via des prestataires tiers. Il s'agit ici d'une clarification plus ciblée sur les usages internes, et non de la conservation pour le compte de clients.

SITUATION DES MARCHES DU 1^{ER} AU 30 NOVEMBRE 2025

Le mois de novembre 2025 s'est avéré être un mois difficile pour l'industrie crypto, le Bitcoin a enregistré une perte mensuelle d'environ -23 %. Pourtant tout avait bien commencé pour le marché avec un prix du BTC autour de 110 083 \$ le 01 novembre. Ce mouvement des prix qui avait

commencé le 31 octobre s'est poursuivi le 02 novembre avec un cours du BTC autour de 110 446 \$, et symbolisé par les deux bougies vertes les plus hautes de ce mois.

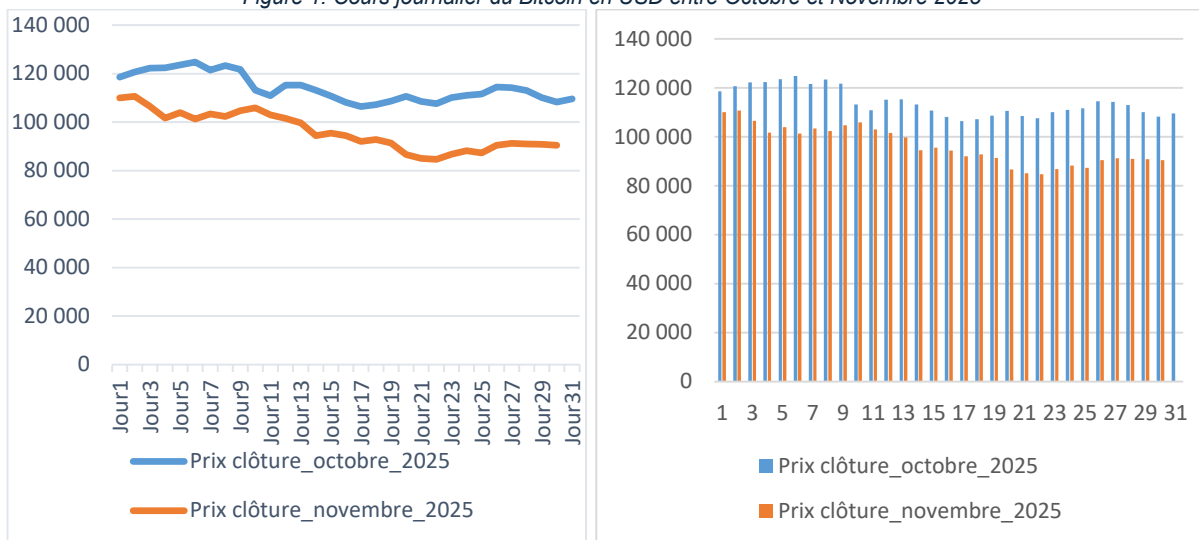
Cette tendance légèrement haussière en début du mois n'a pas duré longtemps, puisque le cours du BTC a baissé dès le 03 novembre autour de 105 426 \$, puis à 98 967 \$ le 04 novembre, avant de se stabiliser autour de 103 433 \$ entre le 05 et 08 novembre. Plusieurs facteurs expliquaient cette séquence observée des prix: (i) l'annonce inattendue d'un report de l'approbation des ETFs Ethereum au comptant par la SEC des USA, ce qui a refroidi le marché; (ii) la prise de bénéfices après la montée de fin octobre; (iii) une hausse brutale du dollar corrélée à des indicateurs économiques solides aux USA (NFP "Non-Farm Payrolls" et PMI "Purchasing Managers' Index" meilleurs que prévu), renforçant les anticipations d'un maintien des taux élevés par la Fed; (iv) les tensions au Proche-Orient et entre la Chine et Taïwan qui ont ravivé l'aversion au risque ; (v) l'incertitude aux États Unis liée à la fin du 'shutdown', ce qui a fragilisé la confiance. Le marché global des cryptomonnaies a montré des signes de repli. D'après le 'journal du coin', novembre 2025 a marqué « le mois le plus faible de l'année » pour les achats par les trésoreries d'entreprises (DAT) en cryptos, avec des sorties de capitaux importantes. Concernant les autres grandes cryptos du marché, on pouvait observer un Ether à 3 397 \$ le 08 novembre ; un BNB à 988 \$; un SOL à 158 \$; un TON à 2,10 \$; un AVAX à 17,48 \$; un SUI à 2,11 \$; un DOGE à 0,17 \$.

Après ces jours de consolidation, le BTC a enregistré un rebond dès le 09 novembre autour 104 646 \$. Cette tendance positive s'est poursuivie jusqu'au 10 novembre avec un BTC atteignant les 106 640 \$. Ce rebond s'expliquait par: (i) l'annonce par MicroStrategy "Strategy" d'un achat de d'environ de 3 730 BTC supplémentaires, signalant une forte conviction institutionnelle ; (ii) le marché a réagi positivement aux premiers signaux de détente de la FED, notamment après les déclarations de Jerome Powell (président de la FED) sur une possible pause dans les hausses de taux ; (iii) la géopolitique s'est légèrement apaisée,

permettant un retour du capital vers les actifs risqués. Ether quant à lui était à 3 561 \$; BNB à 990 \$; SOL à 167 \$; TON à 2,14 \$; AVAX à 18,14 \$; SUI à 2,17 \$; et DOGE à 0,18 \$.

Cet épisode haussier n'a pas duré, car dès le 11 novembre, le BTC a connu un mouvement à la baisse de plusieurs jours, partant d'un prix de 103 015 \$ le 11 novembre, pour se retrouver à un prix de 80 723 \$ le 21 novembre, avant de clôturer autour de 84 710 \$ le 22 novembre. Les autres grandes cryptos suivaient la même tendance que le BTC, avec un Ether touchant les 2 625 \$ le 21 novembre, BNB les 789 \$, SOL les 121 \$, TON les 1,45 \$, AVAX les 12,55 \$, SUI à 1,31 \$, et DOGE à 0,13 \$. Ce choc baissier se justifiait par : (i) la déception après l'échec de l'adoption du GENIUS Act sur les stablecoins au Congrès américain ; (ii) Donald Trump a intensifié ses déclarations pro-crypto, mais la volatilité politique a fait hésiter les investisseurs ; (iii) les ETF BTC au comptant des USA ont connu des flux sortants importants, ce qui a pesé sur le moral du marché ; (iv) cette chute s'inscrivait dans un mouvement plus large de recul des marchés risqués (actions tech, crypto), en lien avec des inquiétudes macroéconomiques, notamment l'incertitude sur la politique monétaire aux États-Unis. Dans ce climat, de nombreux investisseurs institutionnels ou détenteurs de positions importantes ont choisi de réaliser leurs profits et de désengager leurs positions, ce qui a accentué la pression à la vente. Les entrées massives des mois précédents ont cessé, et certains gros détenteurs (institutions, whales) ont profité pour alléger leurs positions. Après la forte montée des mois précédents, le marché était considéré par certains analystes comme étant surévalué, très dépendant de la confiance des investisseurs, et vulnérable à tout choc externe. La capitalisation globale du marché crypto a perdu plusieurs centaines de milliards de dollars en quelques jours.

Figure 1: Cours journalier du Bitcoin en USD entre Octobre et Novembre 2025



Source : https://www.coingecko.com/en/coins/bitcoin/historical_data#panel

Le marché a ensuite un autre épisode de rebond dès le 23 novembre avec un BTC autour 89 412 \$. Cette hausse a continué jusqu'au 28 novembre, avec un BTC avoisinant les 93 025 \$. L'Ether était quant à lui à 3 096 \$ le 28 novembre, BNB à 906 \$, SOL à 104 \$, TON à 1,57 \$, AVAX à 15,25 \$, SUI à 1,59 \$, et DOGE à 0,15 \$. Ces prix observés s'expliquaient par (i) le fait que certains analystes évoquaient des espoirs d'assouplissement monétaire, ce qui tendait à rassurer les marchés risqués (actions, cryptos) ; (ii) après la forte vague de liquidations, le rythme des ventes et des retraits (en particulier des ETF BTC) a semblé se modérer, ce qui a assaini le marché et permis un rebond ; (iii) certains investisseurs et "acheteurs dip" auraient profité des prix bas pour rentrer ou renforcer leurs positions, anticipant un retour de la demande en période de taux plus favorable ; (iv) des segments des marchés actions / tech ont montré des signes de reprise, ce qui a pu restaurer un peu de confiance dans les actifs "risqués" dont le BTC. Le BTC a terminé le mois sur une consolidation autour de 90 419 \$ le 30 novembre, dans un

contexte d'incertitudes macroéconomiques, politiques, et géopolitiques. Enfin, l'entreprise « Strategy » a poursuivi ses achats agressifs ce mois comme à son habitude : renforçant sa position au-delà de 649 870 BTC détenus à fin novembre et cela malgré les pressions et les critiques qu'elle subissait et recevait sur son modèle économique pro-BTC, et surtout malgré la chute de son indice boursier MSTR de près de -55%. L'entreprise 'Strategy' se retrouve aujourd'hui menacé d'être expulsé de la bourse américaine à cause la volatilité de son indice qui dépend en grande partie des performances du BTC. Contrairement aux mois précédents, cette fois ci les achats n'ont pas contribué à limiter la casse. L'Ether à 2 993 \$ au 30 novembre ; BNB à 875 \$; SOL à 133 \$; TON à 1,58 \$; AVAX à 13,70 \$; SUI à 1,49 \$ et le DOGE à 0,14 \$. La capitalisation boursière totale du marché des cryptomonnaies s'élevait à peu près à 3 004 milliards de dollars, enregistrant une baisse significative de -17,7 % par rapport au mois d'octobre 2025.

COIN DES INVESTISSEURS

Adoption continue du bitcoin

Ce n'est plus un secret ou un doute pour ceux qui suivent l'actualité financière, l'adoption du bitcoin

se consolide doucement mais sûrement. Que ce soient les entreprises cotées en bourse, ou les grands gestionnaires d'actifs américains, le

bitcoin fait désormais partie prenante dans leur stratégie de fructification des avoirs en leur possession.

Ainsi, selon BitcoinTreasuries, les 100 plus grandes entreprises cotées détiennent désormais 1 058 581 BTC (96,6 milliards \$). Quant à Larry Fink, le PDG de BlackRock, il estime que Bitcoin a désormais un rôle à jouer dans le système financier mondial et souligne que son adoption « progresse très rapidement. ». De même, après près de 12 mois d'hésitation, le PDG de Charles Schwab, qui gère 11 600 milliards \$, annonce que l'entreprise proposera le trading de Bitcoin dès 2026, affirmant connaître « beaucoup de succès dans le domaine des cryptomonnaies ».

Encouragées par une clarté réglementaire avec l'adoption du GENIUS Act, les banques américaines multiplient les initiatives pour tirer parti de la blockchain et de la tokenisation. JPMorgan lance son token de dépôt « JPM Coin », adossé au dollar et destiné à ses clients institutionnels, permettant des transferts en temps réel 24/7 via Base. HSBC lancera des dépôts tokenisés pour ses clients corporate aux États-Unis et aux Émirats arabes unis au premier semestre 2026. La banque veut permettre des transferts instantanés 24/7, en misant sur la tokenisation plutôt que sur les stablecoins.

Citi Bank et Swift ont mené avec succès un test de règlement entre monnaie fiat et actif numérique en utilisant l'infrastructure Swift combinée à la blockchain. Dans le même temps, les autorités américaines déblaient le chemin. Dans cette veine, le régulateur bancaire américain affirme que les banques peuvent détenir des cryptoactifs afin de payer des frais sur les réseaux blockchain, selon Bloomberg.

De même, le président par intérim de la FDIC, Travis Hill, annonce que l'agence prépare des règles pour encadrer l'« assurance-dépôts tokenisée », afin de guider les banques qui veulent basculer certains dépôts sur la blockchain.

Stablecoins : usage en augmentation

L'un des géants des paiements, Visa, lance un programme pilote pour permettre aux entreprises de verser des paiements en USDC directement aux créateurs et freelances, permettant des transactions plus rapides et sans frontières.

Ces expériences avec les stablecoins pour les transactions transfrontalières sont entrain de se multiplier. Entre temps, l'émetteur du premier stablecoin, Tether, qui est propriétaire de USDT, diversifie ses revenus issus de ses placements des dollars en garantie. En effet, Tether est devenu le plus grand détenteur privé d'or au monde, dépassant toutes les institutions non-étatiques. L'entreprise détient désormais 116 tonnes d'or.

Circle, émetteur de stablecoin se diversifie dans la blockchain Arc

Circle, qui est l'émetteur du stablecoin USDC lié au dollar américain, projette de créer un jeton spécifique pour son réseau de test ARC (Testnet de Blockchain de Layer 1), une machine virtuelle Ethereum destinée aux entreprises.

Le lancement du réseau de test Arc a eu lieu en octobre, avec la collaboration d'institutions telles que Goldman Sachs, BlackRock, Visa et plus de 100 autres entreprises. L'organisme, qui a annoncé son intention de créer un nouveau jeton, avait prévu au départ de baser les frais de transaction du réseau Arc sur l'USDC et d'autres stablecoins. Selon un communiqué, la vision à long terme de Circle est de convertir Arc en un système de gouvernance décentralisé, incluant des validateurs présents dans différentes régions. Au troisième trimestre, Circle a affiché un bénéfice net de 214 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 202 % par rapport à l'année précédente.

Le lancement du réseau Arc démontre la montée de l'intérêt institutionnel pour les cryptomonnaies et le développement de réseaux blockchain spécifiquement conçus pour des applications sur mesure, des plateformes et des actifs numériques particuliers.

Ethereum : entre inquiétudes et amélioration

Vitalik Buterin averti que la montée des institutions comme BlackRock dans l'ETH pourrait affaiblir la décentralisation et pousser le protocole vers des choix techniques moins accessibles aux utilisateurs. Les acteurs institutionnels détiennent déjà plus de 18 milliards de dollars d'ETH et pourraient bientôt dépasser 10 % de l'offre.

Pendant ce temps, Ethereum accroît sa limite de gas par bloc de 45 à 60 millions, augmentant

nettement sa capacité de transactions quelques jours avant le hard fork Fusaka. Ce hard fork aura lieu en début décembre 2025.

Actualités cryptos des pays

Etats-Unis :

La sénatrice américaine Cynthia Lummis déclare que la crypto représente « l'avenir » et qu'il est essentiel que les banques l'adoptent pleinement. Par ailleurs, le débat autour du GENIUS Act s'intensifie alors que Coinbase défend le droit des intermédiaires non-émetteurs d'offrir des rendements sur les stablecoins, tandis que les banques pressent le Trésor américain d'interdire toute forme d'intérêt. De son côté, le président de la SEC, Paul Atkins, a dévoilé « token taxonomy », une nouvelle classification des crypto-actifs basée sur le test de Howey, visant à clarifier quelles cryptomonnaies relèvent du statut de valeur mobilière.

En outre, Donald Trump déclare faire des États-Unis la « superpuissance du Bitcoin, la capitale mondiale de la crypto et le leader incontesté de l'intelligence artificielle. »

Le représentant américain Warren Davidson présente un projet de loi permettant aux contribuables américains de payer leurs impôts fédéraux en Bitcoin, les recettes étant destinées à une réserve stratégique de BTC.

Le New Hampshire approuve des obligations de 100 millions \$ adossées au Bitcoin, une première aux États-Unis. Les revenus générés par le collatéral financeront un fonds dédié au développement économique autour du BTC et à l'innovation dans l'État.

Le Texas devient le premier État américain à acheter pour 10 millions \$ de l'ETF Bitcoin de BlackRock.

Union Européenne et Europe :

Le gouverneur de la banque centrale néerlandaise prévient qu'un run majeur sur les stablecoins pourrait obliger la BCE à revoir sa trajectoire de taux d'intérêt.

La BCE met à nouveau en garde contre le risque que les stablecoins déstabilisent le système financier en attirant les dépôts hors des banques.

Amundi, le plus grand gestionnaire d'actifs d'Europe, lance sa première part tokenisée d'un fonds monétaire en euros sur Ethereum.

La Banque nationale tchèque a acheté pour la première fois de son histoire 1 million \$ en bitcoin et autres crypto-actifs.

Asie :

Le régulateur financier japonais FSA soutient un projet pilote de stablecoin mené par les trois plus grandes banques du pays, Mizuho, MUFG et SMBC, visant à tester l'émission conjointe de stablecoins conformes à la réglementation nationale.

Les plus grands gestionnaires d'actifs japonais, dont Nomura, préparent le lancement de nouveaux produits d'investissement dédiés au Bitcoin et aux cryptos.

La Financial Services Agency (FSA) japonaise veut obliger les échanges crypto à constituer des fonds de réserve destinés à couvrir les pertes liées aux piratages ou sorties d'actifs non autorisées.

Taïwan étudie l'intégration de Bitcoin dans ses réserves stratégiques, avec les BTC saisis comme première source.

La banque centrale de Singapour va tester l'émission de bons du Trésor tokenisés, tout en finalisant un cadre légal pour les stablecoins.

Le Kazakhstan prépare la création d'un fonds national de réserve crypto estimé entre 500 millions et 1 milliard \$, financé en partie par des avoirs saisis ou rapatriés.

Amériques :

Le Canada va introduire une loi pour encadrer les stablecoins, obligeant les émetteurs à détenir des réserves garanties et de mettre en œuvre différents cadres de gestion des risques, suivant ainsi l'exemple des États-Unis.

Le Brésil envisage de taxer l'utilisation des cryptomonnaies pour les paiements internationaux.

Le ministre bolivien de l'Économie annonce son intention d'intégrer les stablecoins dans le système financier du pays.

Afrique : L'Afrique n'a pas enregistré une actualité pertinente.

PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION

The Financial Times (anglais - payant) : <https://www.ft.com/>

Bloomberg (anglais - payant) : <https://www.bloomberg.com/>

The Wall Street Journal (anglais - payant) : <https://www.wsj.com/>

The economist (anglais - payant) : <https://www.economist.com/>

Cointelegraph (anglais - gratuit) : <https://cointelegraph.com/>

Messari (anglais - payant) : <https://messari.io/>

Journal du Coin (français - gratuit) : <https://journalducoin.com/>

Anciens numéros de « Crypto News AZC » :

<https://zukulee.com/news> & <https://azojecasarl.net/crypto-news/>

Comptes twitter à suivre : @azojecasarl & @crypvestor1

Pour vous former dans les cryptomonnaies : www.zukulee.com (Académie basée au Canada et créée en 2021 par un Ingénieur Informaticien¹, Expert en Blockchain. Les cours sont entièrement en ligne et sont dispensés en français et en anglais).

« *Si vous trouvez que la formation coûte cher, essayez l'ignorance* » - Robert Orben.

¹ <https://www.prnewswire.com/news-releases/richard-engoulou-cissp-is-recognized-by-continental-whos-who-301543291.html>